

que ces personnes et leurs enfants ne passent leur vie à payer des intérêts à ceux qui leur ont prêté l'argent nécessaire pour s'établir. Voilà les conditions auxquelles ont à faire face les immigrants qui nous arrivent. Je ne veux pas ennuyer le comité en lui racontant des choses qu'il connaît déjà aussi bien que moi sinon mieux. Quand j'examine la situation, quand je considère nos immenses ressources naturelles, notre organisation et notre capacité productrice de richesse, cela me rappelle ces vieilles lignes superstitieuses de rimaille où il est dit:

"Every prospect pleases
"And only man is vile."

Je réproue cela au point de vue philosophique, mais je pense que cela peut s'appliquer à l'administration actuelle. Je ne veux certes pas prétendre que l'administration soit vile dans ce sens-là; mais étant donné la façon dont il a envisagé sa responsabilité sur cette question, ces lignes sont à propos. Nous avons l'avantage de pouvoir développer nos immenses ressources naturelles et d'édifier une nation de citoyens heureux et prospères, mais le Gouvernement n'en profite pas. Je veux faire une suggestion au ministre et je le fais parce que je crois qu'il aura un éclair de génie s'il veut bien se permettre de s'en servir. La meilleure chose que le Canada puisse faire pour attirer des immigrants de toutes les parties du monde, c'est de donner libre essor au véritable esprit de la science du gouvernement et de forcer un pays aussi riche en ressources que le nôtre à donner plus que la simple subsistance à une population de neuf millions.

M. SUTHERLAND: En dépit des paroles du ministre (M. Robb), Je crois qu'un grand nombre de gens de ce Dominion sont encore convaincus qu'un brillant avenir nous attend. Je sais que plusieurs fondent ces espoirs sur les immenses ressources naturelles de notre pays et sur la perspective d'une immigration abondante des autres pays pour occuper les espaces vacants et utiliser l'outillage que nous avons préparé à grands frais pour une population bien plus nombreuse que celle que nous avons aujourd'hui. Mais je crains que le Gouvernement lui-même n'ait pas jusqu'ici beaucoup d'espoir pour ce qui est de l'avenir immédiat. Il n'y a aucun doute que le coût de l'administration dans notre pays, soit dans le domaine fédéral, soit dans le domaine provincial, soit dans le domaine municipal, soit ailleurs, n'ait augmenté énormément depuis quelques années et qu'il ne constitue un pénible fardeau sur le peuple. En fait d'immigration, il y a un double service qui devrait nous donner de meilleurs résultats si nous recevions à peu près la valeur de l'argent que nous avons dépensé.

A la dernière session du Parlement, la Chambre nomma un comité chargé d'étudier la question des pensions au vieil âge, et en présence du fait qu'il y a une réduction de \$300,000 dans le crédit que nous discutons, j'en ai presque conclu que le Gouvernement a l'intention d'adopter un système de pensions pour les vieillards afin d'induire les gens à venir ici et de les y retenir. L'an dernier, la compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien, d'après son rapport financier, a dépensé \$758,510 pour fins de colonisation et d'immigration. Les chemins de fer nationaux-canadiens ont dépensé \$770,454 pour les mêmes fins. De fait, cette autre division du Gouvernement a dépensé près de \$400,000 de plus que l'année précédente. Quelques-uns des gouvernements des provinces font aussi beaucoup de travail de ce côté. Il doit y avoir quelque chose d'absolument et de radicalement mauvais, car nous devrions obtenir de meilleurs résultats. La faute n'en est pas attribuable au pays, quoi qu'en dise le ministre. Je ne crois pas que personne puisse hésiter à proclamer que le Canada possède des ressources naturelles sans égales ou du moins des ressources qui ne sont surpassées par nul autre pays au monde.

L'hon. M. ROBB: Très bien!

M. SUTHERLAND: Je ne crois pas que le soleil éclaire un pays offrant de plus grands avantages naturels que les nôtres à celui qui veut travailler. Mais avec tous nos immenses avantages naturels, il se présente devant nous des obstacles artificiels qu'il faut enlever si nous voulons obtenir un état de choses satisfaisant. Ce serait aussi bien et beaucoup mieux si ces gens travaillaient dans nos propres villes plutôt que de travailler, dans les centres industriels des pays étrangers, à fabriquer des marchandises pour notre consommation et pour notre usage. C'est un fait bien connu que ceux qui laissent la terre vont s'établir dans les villes de notre pays. Et il est fort naturel que les gens aillent où ils trouvent les meilleures occasions. Parlez à en perdre l'usage de la parole; vous ne pourrez convaincre ceux qui en savent plus long que vous qu'ils font une erreur. Ils savent ce qu'ils font. Notre peuple est intelligent et il est inutile de lui dire: "Oh! vous êtes fous, vous réussirez beaucoup mieux sur la terre qu'à la ville." L'on a tellement prêché cette doctrine qu'elle est absolument usée. Je le répète, il y a quelque chose de totalement défectueux, sinon l'on ne remarquerait pas l'état actuel des affaires.

L'on a parlé de l'émigration en Australie. Ce dernier pays est dans une situation bien différente de celle du Canada. Les habitants de l'Australie ne vivent pas à côté de la nation la plus énergique et la plus progressive du